

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 79

Présents : 54

Excusés : 18

Absents : 7

REUNION DU 18 DECEMBRE 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI NEUF OCTOBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le DOUZE DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mérim, M. BESCHIZZA Bruno, Mme M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BLANCHET Stéphane, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme FAOUZI Hanane, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARAN Max, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, Mme PINHEIRO Amélie, M. SAULIERE Gilles,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, Mme BRAIHIM Marwa, M. MILLARD Jean-Luc, M. MORIN Sébastien, M. CANNAROZZO Frank, M. ZANGRILLI François, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme YERRO Georges-Marie, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. VAZ Micaël, Mme ELSODY Arhella, M. JIAR Youssef, Mme MOREAU Chantal, M. RANQUET Jean-Philippe, M. MANGIN Anthony, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. RAMADIER Alain, M. CHAVAROC Grégory,

ABSENTS

M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, Mme KHATIM Karima, Mme YOUSSEF Mélissa.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

Mme Virginie de CARVALHO

**DELIBERATION N°170 – RENOVATION URBAINE - SEVRAN ZAC DES ANCIENNES-BEAUDOTTES - CONVENTION
TRIPARTITE DE FINANCEMENT ET AVENANT N°1 AU TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT**

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de madame Marwa BRAIHIM,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5219-5,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.300-1 et suivants, L.300-4 et suivants relatifs aux zones d'aménagement concerté,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu la compétence de l'EPT Paris Terres d'Envol en matière d'opération d'aménagement,

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Sevrans en vigueur,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.120.1, L.122.1 et suivants,

Vu, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république, notamment les articles L.1111-10 du CGCT,

Vu, la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et de définition des quartiers prioritaires de la politique de la ville,

Vu les études urbaines relatives au quartier des Anciennes Beaudottes de la commune de Sevrans,

Vu la délibération n°167 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 21 décembre 2021 portant prise d'initiative de la création de la ZAC sur le quartier des Anciennes Beaudottes et définition des modalités de la concertation préalable,

Vu la délibération n°52 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 16 mai 2022, approuvant la prise de participation de l'EPT dans la participation au capital de la SPL Séquano Grand Paris,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20231218-170-18-12-2023-DE
Date de télétransmission : 27/12/2023
Date de réception préfecture : 27/12/2023

Vu les statuts constitutifs de la SPL Séquano Grand Paris signé le 16 décembre 2022,
Vu la délibération n°96 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 10 juillet 2023 qui attribue la concession d'aménagement de la ZAC Anciennes Beaudottes à la SPL Séquano Grand Paris sur la base de son offre finale,
Vu le traité de concession d'aménagement de la ZAC Anciennes Beaudottes signé le 05 octobre 2023 et exécutoire le 14 novembre 2023,
Vu le projet de convention tripartite de financement ci-annexé,
Vu le projet d'avenant n°1 au traité de concession ci annexé,
Vu le budget de l'exercice en cours et les suivants,

Considérant que la participation financière de la ville de Sevrans et de l'EPT Paris Terres d'Envol à la réalisation de ce projet est à encadrer par une convention financière tripartite avec l'aménageur,

Considérant que cette convention vient préciser et acter la participation de la ville de Sevrans (non-signataire du la concession d'aménagement) et de l'EPT Paris Terres d'Envol au financement de l'opération d'aménagement de la ZAC Anciennes Beaudottes mise en œuvre dans le cadre du projet de renouvellement urbain soutenu par l'ANRU,

Considérant que l'EPT s'engage auprès de la SPL :

- à participer au coût de l'opération, en tant qu'autorité concédante et tel que prévu par les termes du traité de concession, par un rachat des ouvrages liés à sa compétence « restructuration urbaine » pour un montant hors taxes de **24 610 213 €**, selon un échéancier établi sur 17 ans

Considérant que la ville s'engage auprès de la SPL :

- à effectuer le rachat des équipements publics : pôle petite enfance, pôle socio-culturel, équipement sportif, pour un montant de **37 137 635 € HT** selon un échéancier établi sur 12 ans,
- à procéder à l'apport en nature de terrains n'entraînant pas de flux financier mais dont la valeur est estimée à **3 822 000 €**,

Considérant que la ville s'engage auprès de l'EPT :

- à verser une participation financière nécessaire à l'équilibre financier de l'opération correspondant à 50 % du déficit opérationnel, soit prévisionnellement **12 305 107 €**, versé annuellement via le FCCT, en miroir de l'échéancier EPT/SPL,

Considérant qu'un premier avenant au traité de concession est rendu nécessaire par la signature de la convention financière tripartite et par un ajustement de la programmation,

Considérant que cet avenant vient modifier l'article n°10 de la partie II et l'article 16 de la partie III et les annexes 4 et 6 du traité de concession d'aménagement signé le 5 octobre 2023,


Après en avoir délibéré

- **Approuve** la convention financière tripartite de la ZAC Anciennes Beaudottes telle qu'annexée,
- **Approuve** l'avenant n°1 au TCA tel qu'annexé,
- **Autorise** le Président à signer la convention financière tripartite avec la SPL Séquano Grand Paris et la ville de Sevrans ci-annexée et tout document futur relatif à sa bonne application,
- **Autorise** le Président à signer l'avenant n°1 au TCA avec la SPL Séquano Grand Paris ci annexé et tout document nécessaire à sa bonne application,
- **Autorise** le Président à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération,
- **Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol dans un délai de deux mois à compter de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de cet affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration.

Adopté à l'unanimité

(68 voix pour, 4 NPPV : Bruno BESCHIZZA,
Stéphane BLANCHET, Séverine MAROUN,
Thierry MEIGNEN)

Le Président
Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20231218-170-18-12-2023-DE
Date de télétransmission : 27/12/2023
Date de réception préfecture : 27/12/2023